

**Mesurer et standardiser :  
les technologies politiques du gouvernement de l'Afrique**

*Coordinatrices :*

Lydie Cabane, IFRIS, CERMES3 ([cabane@vjf.cnrs.fr](mailto:cabane@vjf.cnrs.fr))

Josiane Tantchou, CNRS, CJB ([josiane.tantchou@cjb.ma](mailto:josiane.tantchou@cjb.ma))

Ce dossier propose de s'intéresser aux rôles de la mesure et ses instruments dans les modes de gouvernement de l'Afrique contemporaine. Les standards, outils, expertises et savoirs techniques constituent aujourd'hui des lieux centraux de production du politique en Afrique, mobilisés tout aussi bien par les gouvernements, les ONG, les organisations internationales aussi bien que les experts transnationaux (africains y compris). Évaluer et mesurer des catégories de populations, leur santé, leur éducation, les trafics de biens et de marchandises, l'environnement tout comme les gouvernements eux-mêmes, forment autant d'opérations indispensables au déploiement des pratiques efficaces de gouvernance – entendue au sens foucauldien comme capacité distribuée à conduire une société (Foucault, 1993, 2004). Ces instruments accompagnent un discours de « bonne gouvernance » qui n'est plus seulement le fait des grandes institutions internationales (Abrahamsen, 2000), mais qui est aujourd'hui porté par des acteurs africains produisant leurs propres normes et données (que l'on songe par exemple à l'Indice Mo Ibrahim de bonne gouvernance). C'est donc sur le terrain des dispositifs de mesure, de leurs techniques, savoirs et expertises en action qu'il faut aller étudier les reconfigurations politiques et la production d'une mise en ordre globale des sociétés, reposant toujours sur des arrangements locaux. Ce numéro entend donc interroger dans quelle mesure les répliques et circulations d'interventions routinisées, s'appuyant sur des techniques expertes allant des évaluations aléatoires aux *guidelines*, *rankings* et *benchmarks* en passant par les essais cliniques, tableaux de bords et indicateurs reconfigurent les modes de gouvernement et dans quelle mesure elles font de l'Afrique un « laboratoire » (Tilley, 2011) et en construisent le futur.

Force est de constater qu'alors même que le développement économique de l'Afrique, la gouvernamentalité néo-libérale, les interventions extérieures en matière de développement, ou les politiques publiques reposent sur des infrastructures techniques, des savoirs et des expertises et des métriques toujours plus importants, la nature de ces derniers et leurs enjeux politiques dans l'Afrique contemporaine sont encore insuffisamment traités dans les sciences sociales. Par ailleurs, les travaux sur les instruments en science politique, d'une part, (Lascoumes et Le Galès, 2005) et les études autour des sciences et les techniques, d'autre part, se sont fortement développées depuis vingt ans (Bonneuil et Joly, 2013), sans retentir sur l'analyse contemporaine de la production du politique en Afrique. Il apparaît dès lors prometteur de déplacer le regard de l'État aux instruments qui gouvernent les vies, les populations et leurs environnements et faire naître par la même occasion de nouveaux éclairages sur la production de savoirs et leur mobilisation dans un contexte globalisé (Rottenburg, 2009).

Trois axes principaux de questionnement pourront animer les contributions :

- En premier, la métrologie de l’Afrique et le contexte dans lequel elle se déploie. Quels sont ces instruments de mesure, leurs origines (scientifiques et politiques) et leurs usages ? Qu’est-ce qui est mesuré et comment ? En quoi les savoirs portés et les promesses de développement qu’ils recèlent se rattachent-ils à des projets politiques, qu’ils émanent des États ou des acteurs internationaux, et plus spécifiquement, dans quelle mesure se rattachent-ils ou pas à des gouvernementalités néo-libérales ? L’usage des instruments pose aussi la question de la capacité à mesurer des États et des infrastructures et des inégalités postcoloniales dans lesquelles ils se déploient : quelles tensions émergent alors entre l’élaboration d’indices qui tentent de « rendre lisible » (Scott, 1998) les États, la fragilité de ces constructions, et la mesure du danger » (Houdart, Manceron, Revet à paraître) toujours à l’œuvre dans la représentation de l’Afrique comme objet politique ?
- En second lieu, quels acteurs sont au cœur de la production de ces formes de savoirs et d’indicateurs, instruments de mesure et d’évaluation ? Quels sont leurs trajectoires et quels savoirs capitalisent-ils ? Comment se constituent des formes locales d’expertises, elles-mêmes tirant profit de nombreuses ressources globales (et brouillant les notions de transfert ou de diffusion) ? La figure de l’intermédiaire a été discuté dans les études africaines (Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, 2000) ou dans les travaux sur le développement (Lewis et Mosse, 2006) ; pourtant ces travaux font peu de cas des systèmes d’expertises, techniques et savoirs, portés (et non seulement traduits) par les acteurs africains et qui sont précisément ceux qui informent la mise en forme des politiques. Quelles figures prennent-ils ou pourrait-on leur conférer : pionniers, (sombres) précurseurs (Chateauraynaud et Torny, 1999) ; intermédiaires (Nay et Smith, 2002), entrepreneurs de normes, etc. ? Que nous apprennent-ils au sujet de l’appropriation de dispositifs techniques et technologiques et la mise en place de politiques publiques dans des contextes différents de ceux au sein desquels ils ont été pensés ?
- Enfin, en quoi la circulation et mobilisation de ces indicateurs, instruments, techniques, modes d’évaluation et de sécurisation de biens et services, contribue-t-elle à reconfigurer les modes de gouvernement en Afrique ? On pourra s’interroger sur la façon dont la production de labels, standards et mesures participent à des formes de sécurisation et de contrôle, entre extraversion (Bayart, 2000) et affirmation d’une gouvernementalité étatique, entre forme déléguée de contrôle imposée de l’extérieur et affirmation de volonté souveraine (à l’œuvre notamment dans les questions de santé). Une autre façon de saisir ces reconfigurations politiques est d’interroger les formes de gouvernement des populations qui se mettent en place, et les tensions qui s’opèrent dans la saisie et la standardisation de situations locales complexes (von Schnitzler, 2008). Une réflexion sur les apprentissages et effets sociaux de ces instruments sera aussi la bienvenue : comment les États « réagissent »-ils à ces indices et mesures (Espeland et Sauder, 2007) ?

La variété des positionnements méthodologiques et disciplinaire sera la bienvenue (anthropologie, sociologie, science politique). Les articles devront se fonder sur des données empiriques originales et substantielles afin de fournir une discussion étayée. Le numéro espère fertiliser la réflexion en croisant les questionnements sur différents secteurs (environnement, santé, agriculture, éducation, normes de gouvernance, etc.) et sous-régions

du continent qui gagneraient à être comparés, ou du moins mis en parallèle.

### Calendrier :

Les articles, de 45 000 signes maximum, devront être mis en forme selon les normes de la revue, disponibles en ligne (<http://www.ird.fr/socanco/article1.html>). Ils devront être envoyés conjointement aux coordinatrices du dossier Lydie Cabane ([cabane@vjf.cnrs.fr](mailto:cabane@vjf.cnrs.fr)) et Josiane Tantchou ([josiane.tantchou@cjb.ma](mailto:josiane.tantchou@cjb.ma)) et déposés sur le site de la rédaction de la revue (<http://rac.inra-ifris.org/index.php/rac/login>) **avant fin avril 2015**. La publication est prévue pour 2016 (volume 2).

Les indications stylistiques sont disponibles sur : <http://www.ird.fr/socanco/article1.html>

Dans tous les cas, les auteurs intéressés sont invités à **manifester leur intérêt auprès des coordinatrices au préalable** et dès que possible.

### Références

- Abrahamsen Rita, 2000, *Disciplining democracy: development discourse and good governance in Africa*, Zed Books.
- Bayart Jean-François, 2000, « Africa in the world: a history of extraversion », *African Affairs*, vol. 99, n° 395, p. 217-267.
- Bierschenk Thomas, Chauveau Jean-Pierre et Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Mayence, APAD.
- Bonneuil Christophe et Joly Pierre-Benoît, 2013, *Sciences, techniques et société*, Paris, la Découverte.
- Chateauraynaud Francis et Torny Didier, 1999, *Les Sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Espeland Wendy Nelson et Sauder Michael, 2007, « Rankings and Reactivity: How Public Measures Recreate Social Worlds1 », *American Journal of Sociology*, vol. 113, n° 1, p. 1-40.
- Foucault Michel, 2004, *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France*, Paris, Seuil/Gallimard.
- Foucault Michel, 1993, *Surveiller et punir: naissance de la prison*, (1re éd. 1975). Paris, Gallimard.
- Lascombes Pierre et Le Galès Patrick éd., 2005, *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Lewis David et Mosse David, 2006, *Development brokers and translators: the ethnography of aid and agencies*, Bloomfield, CT, Kumarian Press.
- Nay Olivier et Smith Andy, 2002, *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica.
- Rottenburg Richard, 2009, « Social and public experiments and new figurations of science and politics in postcolonial Africa », *Postcolonial Studies*, vol. 12, n° 4, p. 423.
- Von Schnitzler Antina, 2008, « Citizenship Prepaid: Water, Calculability, and Techno-Politics in South Africa », *Journal of Southern African Studies*, vol. 34, n° 4, p. 899-917.
- Scott James, 1998, *Seeing like a state : how certain schemes to improve the human condition*

*have failed*, New Haven, Yale University Press.

Tilley Helen, 2011, *Africa as a Living Laboratory: Empire, Development, and the Problem of Scientific Knowledge, 1870-1950*, Chicago, University Of Chicago Press.